On ne peut bloquer
ni la raison ni la justice

Photo: Martirena

Lorsque l'on parle du blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba depuis tant d'années, on pourrait penser que tout a été dit, alors que la réalité nous montre chaque jour le contraire. Dans la mesure où il a été renforcé, ce siège provoque des dommages encore plus importants – certains plus visibles que d'autres –, et il s'affirme comme une politique unilatérale, résultat de l'incohérence et du non-sens, œuvre de ceux qui font de l'injustice la plus flagrante leur style et leur manière de faire de la politique.

En plus de vouloir imposer constamment des conditions à Cuba et à son peuple, de bafouer le Droit et les normes du commerce international, de contrevenir aux principes fondamentaux des Nations Unies et de faire fi de la volonté de millions de personnes dans le monde, ce siège cruel

constitue le principal obstacle au plein développement de Cuba et au déploiement des capacités de ce peuple.

Le monde a condamné et exige la fin du blocus des États-Unis contre Cuba parce qu'il s'agit d'un droit élémentaire de ce pays de décider de son destin sans ingérence de quiconque ; sans avoir à subir sans cesse les incohérences et les absurdités d'une politique qui nous empêche de payer nos importations, comme tout autre pays ; qui coupe notre accès au système financier, économique et commercial qui prévaut à l'échelle internationale, et va jusqu'à porter atteinte à des citoyens et des entreprises des États-Unis, dont les possibilités d'entretenir une relation respectueuse et pertinente avec les autorités et la société cubaines, se trouvent limitées.

Cuba réitère sa juste revendication et remercie l'accompagnement permanent de la communauté internationale dans toutes les tribunes internationales, y compris à l'Assemblée générale des Nations unies, car la raison, les principes, et même les sentiments sont de notre côté, et il en sera ainsi tant que cette politique arbitraire, illégale et injuste sera de mise.

Le 31 octobre 2018, le gouvernement cubain dénoncera une fois de plus la recrudescence du blocus à l'Assemblée générale de l'ONU. Parce que cette politique obsolète, que l'on cherche aujourd'hui à réhabiliter et à imposer – avec d'autres méthodes et sous d'autres visages – à d'autres peuples frères dans le monde, constitue la plus longue guerre économique de l'histoire et affecte très profondément les familles cubaines de toutes les générations. Parce que c'est

aussi dans notre essence, à la racine, que se trouve la défense de la justice et de la vérité qui nous accompagnent.

ÉTAPES DE L'INTENSIFICATION DU BLOCUS CONTRE CUBA

2017

→ Donald Trump décrète le *« Mémorandum présidentiel de sécurité nationale sur le renforcement de la politique des États-Unis à l'égard de Cuba »*, qui provoque un sérieux recul dans les relations bilatérales avec Cuba.

→ Les Départements du Trésor, d'État et du Commerce des États-Unis adoptent des dispositions qui imposent des entravent supplémentaires aux possibilités déjà limitées du secteur des affaires des États-Unis à Cuba et restreignent davantage le droit de leurs citoyens de se rendre sur l'Île.

→ De nouvelles sanctions à l'encontre de Cuba entraînent une diminution sensible des voyages en provenance des États-Unis et opposent de plus grands obstacles aux relations économiques et commerciales des entreprises cubaines avec des partenaires potentiels des États-Unis et de pays tiers, affectant les secteurs étatiques et non étatiques de l'Île.

2018

→ Des dizaines de banques dans le monde ont décidé de rompre leurs relations avec des entreprises cubaines ou étrangères afin mettre un terme à leurs liens avec Cuba, y

compris les opérations avec des citoyens cubains par le seul fait d’avoir cette nationalité.